



LA FORCE SYNDICALE

Fonction publique en grève

150 000 agents ont manifesté ce 26 janvier

MARDI 26 JANVIER 2016 [VALÉRIE FORGERONT \(VALERIE-FORGERONT\)](#)

Plus de 15 000 manifestants à Paris, des dizaines de milliers en province, des débrayages très suivis dans beaucoup de secteurs... Les fonctionnaires ont fait entendre leurs revendications ce 26 janvier à l'appel des syndicats FO, CGT et Solidaires.

2 000 manifestants à Avignon, 500 en Dordogne, 3 000 à Rouen, près de 4 000 à Marseille, des centaines à Strasbourg, en Corse...

Quelques 150 000 agents publics ont manifesté ce 26 janvier.

Les syndicats qui appelaient à cette journée d'action ont été rejoints par d'autres bien que leurs organisations n'appelaient pas au plan national.

Ainsi, la FSU a lancé des appels au plan local ou dans le secteur de l'Education.

La CFE-CGC de l'enseignement privé participait elle aussi à cette journée de revendications qui a rassemblé les protestations des agents des trois versants de la fonction publique (Etat, territoriale, hospitalière) mais aussi les salariés de la Sécurité sociale, les personnels de l'action sociale, les contrôleurs aériens ou encore les taxis.

A Paris, en ouverture de la manifestation, banderoles et slogans affichaient clairement les revendications. Pour les fonctionnaires, c'en est « assez » de l'austérité, il faut « augmenter les salaires et les effectifs » et se préoccuper de la « défense du service public ». Pour plus de cinq millions d'agents, oui il y a des « états d'urgence », ceux « des salaires et de l'emploi. ».



Revendication : +8% de hausse de salaire

Dans la matinée, la ministre de la fonction publique Marylise Lebranchu indiquait que les fonctionnaires, privés

d'augmentations générales de salaires depuis 2010 ont permis de « rendre » sept milliards à l'Etat.

Elle prévient néanmoins que sa « marge de manœuvre (budgétaire, NDLR) est très faible » et souhaiterait « une augmentation symbolique. »

Pour FO, la hausse générale des salaires doit passer par une augmentation de 8% du point d'indice, la base de calcul de l'ensemble des traitements/salaires dans la fonction publique.

Fin février, à une date toujours inconnue, les syndicats devraient rencontrer la ministre pour des discussions salariales.

« La revendication immédiate des fonctionnaires c'est la hausse des salaires » confirmait ce 26 janvier le secrétaire général de la Confédération FO, Jean-Claude Mailly en ouverture de la manifestation parisienne. « Plus largement, face aux difficultés qu'ils rencontrent, les agents sont aujourd'hui en recherche d'un sens à donner au travail qu'ils exercent ».

Signe de ces profonds malaises et inquiétudes dans des secteurs tel l'Enseignement (où 30 à 50% des personnels étaient en grève), la fonction publique hospitalière ou encore les finances publiques (DGFIP) qui comptabilisait près de 30% de grévistes, des rassemblements spécifiques ont eu lieu à Paris en matinée.

Plus de deux-cents agents des finances publiques se sont ainsi rassemblés près de l'Assemblée nationale, des milliers d'enseignants contestant notamment la réforme du collège se sont rassemblés à Port-Royal tandis que les hospitaliers se retrouvaient eux devant le ministère de la Santé.

Ces manifestants ont ensuite rejoint le cortège parisien et réitéré leurs revendications.

Petit tour des contestations

Pour le secteur de l'Education, les fonctionnaires et militants FO venus de toute la région parisienne ont participé massivement à cette journée d'actions. Derrières les banderoles de la fédération FO (FNEC-FO) le Snudi-FO (directeurs, instituteurs et professeurs des écoles), le SNFOLC (lycées et collèges) ou encore les syndicats FO de la recherche scientifique (Inserm, Inria...) ont rappelé les revendications. Celles-ci vont du dégel du point d'indice au respect des statuts nationaux en passant par le retrait du Pacte de stabilité et de la loi Macron.

Pour Cécile, enseignante à Magny les Hameaux (78), ou pour Marie et Colette, enseignantes à Corbeil (91), la motivation de la journée s'exprime s'implement : « on est là pour l'abrogation de la réforme du collège ! ».

Les militantes listent leurs arguments. « Le principe des programmes nationaux est menacé, c'est une territorialisation de l'enseignement et les heures d'enseignements sont appelées à diminuer. Au final, les enfants subiraient une différenciation de l'enseignement selon là où ils habitent ? »

Les enseignantes ne décolèrent pas. « La ministre n'a pas reçu les syndicats depuis le 19 mai dernier, date de la grande manifestation et date aussi de la publication du décret sur la réforme du collège ! »

Fonctionnaires des finances publiques (secteur Impôts/Trésor) et militantes au sein du syndicat FO de la DGFIP, Corinne et Lysiane notent que « tous les jours des situations de dysfonctionnements des services sont constatés. On manque d'effectifs et de moyens. Alors la hiérarchie demande par exemple aux agents d'orienter le public vers les services internet ! »

Dans l'action du 26 janvier, lui aussi, le syndicat FO des préfectures s'inquiète de la réforme intitulée « plan Préfectures nouvelle génération ».

Le ministère de l'Intérieur estime que 1 000 postes pourraient disparaître.

Pour FO, qui négocie actuellement un plan de repyramidage des emplois, les pertes risquent d'être plus nombreuses et les agents, notamment de catégorie C (60% environ des effectifs des préfectures), pourraient être contraints à une

les agents, notamment de catégorie C (50 % environ des effectifs des préfectures), pourraient être contraints à une mobilité forcée.

La réforme, dans le prolongement de la réforme territoriale et de celle des services déconcentrés de l'Etat, consiste à supprimer des sous-préfectures et à en transformer une trentaine en « maisons de l'Etat ». Quant aux préfectures, leurs missions seraient transformées et elles n'effectueraient plus d'accueil du public.

Présents dans les manifestations à Paris notamment, les policiers FO fustigent eux le déficit en personnels de terrain. « Il manque toujours 10 000 flics » indique un policier des services d'investigation. « Les 4 000 agents recrutés ne sont pas encore opérationnels, il faut les former. Par ailleurs les équipements promis depuis janvier (armements, protections...) ne sont toujours pas arrivés. »

Arborant une banderole « touche pas à mon ASA », les fonctionnaires et militants parisiens du syndicat Unité SGP Police FO revendiquent le rétablissement ce régime (ASA : avantage spécifique à l'ancienneté) prévu pour les agents affectés dans des zones urbaines difficiles. Ce régime se distingue par un gain plus rapide d'échelons et donc une meilleure progression de carrière.

Quant aux heures supplémentaires qui s'accumulent par milliers dans les services de police « on les note mais on ne peut toujours pas les récupérer en repos » sourit amer un policier reprenant à bout de bras la banderole FO.

À lire également

[26 janvier : la grève des fonctionnaires a fait tache d'huile \(26-janvier-la-greve-des-fonctionnaires-a-fait-tache-d-huile\)](#)
